Après les rencontres de Porto Alegre
Les défis des mouvements populaires

Textes édités par Pierre Beaudet (intercoll)

Janvier 2017

Remerciements

La production des documents pour les rencontres de Porto Alegre a été le résultat d'un travail collectif impliquant plusieurs personnes dont (par ordre alphabétique) : Christophe AGUITON (France), Mercia ANDREWS (Afrique du Sud), Brian ASHLEY (Afrique du Sud), Geneviève AZAM (France), Walter Baier (Autriche), Alejandro BENDANA (Nicaragua), Ronald Cameron (Quebec), Lilian CELIBERTI (Uruguay), Daniel CHAVEZ (Uruguay), Jennifer COX (USA), Jimena CUADRA (Chili), Dembe Soussa DEMBELE (Sénégal), Armando DENEGRI (Brésil), Roger ETKIND (South Africa), Candido GRZYBOWSKI (Brésil), Marisa GLAVE (Pérou), Maher HANINE (Tunisie), Mazibuko JARA (Afrique du Sud), Kamal LAHBIB (Maroc), Edgardo LANDER (Venezuela), Firoze MANJI (Kenya), Gustave MASSIAH (France), Francine MESTRUM (Belgique), Moema MIRANDA (Brésil), José SEOANE (Argentine), David Sogge (Pays-Bas), Pablo Solon (Bolivie), Hamouda SOUBHI (Maroc), Émilio TADDEI (Argentine), Gina VARGAS (Pérou), Immanuel WALLERSTEIN (États-Unis), Chico WHITAKER (Brésil), Abdelkader ZRAIH (Maroc).

Les rencontres de Porto Alegre ont été organisées par plusieurs personnes dont Sergio Haddad, Filomena Siqueira, Damien Hazard, Mauri Cruz, Francisco Whitaker, Jorge Abrahão, José Correia, Moema Miranda, Salete Valesan, Oded Grajew.

Table des matières

Remerciements

Introduction

Hypothèses et tendances (P .Beaudet)

Interventions

- Résister, c'est créer (G. Massiah)
- ¿Qué significa ser de izquierda hoy? (E. Lander)
- La gauche à la recherche d'alternatives (F. Mestrum)
- Os frutos amargos da globalização (J. Correa Leite)
- La perspective des mouvements au Maghreb-Machrek (K. Lahbib)
- Alternative for the United States (B. Sunkara)
- Nuevo ciclo de conflictividad social en América Latina (E. Taddei)

Introduction

Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu.
Bertolt Brecht

En janvier dernier, un *Forum social des résistances* a eu lieu à Porto Alegre à l'instigation des mouvements populaires brésiliens. Dans le cadre de ce Forum, un séminaire de deux jours a été organisé par *Açao educativa* (Brésil), en collaboration avec plusieurs réseaux dont le *Transnational Institute, Systemic Alternatives, Intercoll, Alternative Information Development Center, People's Dialogue* et plusieurs autres.

Le Conseil international du Forum social mondial s'est réuni les 20 et 21 janvier 2017 à Porto Alegre. Des comités de travail avaient été préalablement mis en place pour animer cette discussion portant sur le fonctionnement du Forum, ses ambitions et objectifs. Des rapports ont été discutés sur la structure du Forum, le secrétariat, l'information et la communication.

Une commission sur la situation mondiale a préparé deux rapports qui ont été discutés. Ces rapports ont été préparés par des contributions d'une quarantaine de personnes et synthétisés par Pierre Beaudet (Intercoll). Le premier rapport analytique reprend des extraits des contributions dans leur langue. Le deuxième rapport de synthèse est présenté en anglais, espagnol et français. Ces deux rapports ont été discutés au Conseil International[1].

A la même période, du 17 au 22 janvier 2017, un *Forum social des résistances* a eu lieu à Porto Alegre à l'instigation des mouvements populaires brésiliens. Dans le cadre de ce Forum, un séminaire de deux jours a été organisé par *Açao educativa* (Brésil), en collaboration avec plusieurs réseaux dont le *Transnational Institute, Systemic Alternatives, Intercoll, Alternative Information Development Center, People's Dialogue* et plusieurs autres.

Cette rencontre est partie d'une vision panoramique de la conjoncture dans le monde à travers les perspectives des mouvements populaires de chaque région : Amérique du Sud, Amérique du Nord, Afrique subsaharienne, Maghreb-Machrek, Europe, Asie du Sud et Asie de l'est.

Le dossier présenté ici est une synthèse de ces analyses pour tenter de dégager un certain nombre de grandes tendances. C'est cette synthèse particulièrement qui a été discutée à Porto Alegre. Le texte qui suit rappelle les principales conclusions de la discussion qui ont été, et c'était normal, énormément marquées par le contexte latino-américain, compte tenu du lieu et des participant-es aux rencontres.

Pierre Beaudet (Intercoll)

1 Les rapports sont consultables à partir des liens suivants: El mundo visto desde abajo : esquema de informe para el CI del FSM (http://intercoll.net/ El-mundo-visto-desde-abajo-esquema-de-informe-para-el-Comite-internacional-del-FSM).

Hypothèses et tendances

Pierre Beaudet

De manière différenciée selon les situations nationales, il y a en cours une vaste réorganisation des dispositifs du pouvoir capitaliste, concernant la gouvernance, l'économie politique, la culture, les droits. Ceux-ci s'imposent par des politiques, lois et règlements, mesures répressives. Ils apparaissent aussi, dans l'univers culturel, comme autant de marqueurs : symboles, valeurs, idées reçues. Aujourd'hui, cette réorganisation s'inscrit dans le sillon de la crise déclenchée par le crash financier de 2007-2008. Cette crise affecte maintenant tous les espaces d'un capitalisme globalisé dominé par la fraction prédatrice et impérialiste la plus déterminée et la plus armée de la planète. Devant cela se lèvent les étendards des nouvelles résistances qui prennent forme partout dans le monde.

L'assaut

On le voit à tous les jours, les dominants, pour gérer cette crise, ont déclenché une offensive généralisée contre les couches moyennes et populaires : l'assaut contre les salaires et les conditions de travail, le chômage de masse, la privatisation des ressources, la dérèglementation, l'endettement. Cette restructuration inclut également l'imposition de traités commerciaux (dits de « libre-échange » totalement inégaux, qui visent à imposer des normes et impératifs du néolibéralisme. Elle intègre également, au nom de l'accumulation et du profit à court terme, la malgestion de la crise environnementale qui menace les conditions de reproduction de la vie sur terre. Entre-temps, ces politiques néolibérales, elles-mêmes responsables de la crise, se « réinventent », sous un nouveau label, qui devient, au Nord l'« austérité », et qui perpétue au Sud ce qu'on connaît depuis longtemps, l'« ajustement structurel ».

De cela découle l'aggravation des écarts, la pauvreté persistante, l'exclusion, la dégradation de l'environnement au point où, selon Geneviève Azam, c'est la reproduction de la vie même qui est en jeu.

Un monde instable

Rien de tout cela ne surgit « naturellement », mais découle d'un puissant système impérialiste dont l'objectif est d'accélérer la prédation par une vaste gamme d'agressions militaires, politiques, économiques, environnementales et culturelles. Cette offensive actuelle prend un visage agressif qu'illustre la figure du nouveau président des États-Unis, Donald Trump. Cela s'explique, en partie au moins, par le fait que l'impérialisme américain a perdu le monopole exclusif de la puissance. De facto, le monde de 2017 est devenu multipolaire, malgré tous les efforts actuels des États-Unis pour rabaisser les capacités de certains pays dits « émergents » et surtout, de ses concurrents les plus forts comme la Chine et la Russie.

Les dérives

Dans une époque antérieure, des politiques keynésiennes au Nord et une semi décolonisation au Sud avaient été, sous la pression des peuples, la réponse à la précédente grande crise. Aujourd'hui, certaines voix (minoritaires) proposent de revenir à un « néo-keynésianisme » qui serait en même temps un « capitalisme vert ». En réalité, les dominants, dans leur majorité, sont confiants du fait qu'ils disposent d'un rapport de forces qui leur est favorable. Cette confiance des dominants en leurs propres forces est parfois secouée, puisqu'on constate, de plus en plus, la crise larvée et même ouverte de la gouvernance capitaliste et impérialiste[2]. Au bout de la ligne, en tout cas pour le moment, ceux-ci estiment que les soubresauts du système ne profitent pas aux mouvements populaires. D'autant plus qu'ils se métamorphosent en pouvoirs « néo-autoritaires », marginalisant les institutions traditionnelles de la démocratie libérale.

Le néo-autoritarisme au Brésil et en Argentine

Le nouveau gouvernement issu du « coup constitutionnel » au Brésil en 2016 marque le retour aux années néolibérales des années 1990, dans une cascade de privatisations et de coupes dans le domaine social. Le tout, sans la légitimité des urnes, avec un gouvernement accablé par les scandales de corruption. Et en prime, avec des signes inquiétants, que ce gouvernement veut retourner aux pratiques antérieures de criminalisation des mouvements populaires et des luttes sociales. En Argentine, le nouveau gouvernement de droite préside un pays en plein déclin économique et social, avec un million de chômeurs en plus, l'augmentation des coûts des services publics, 40 % d'inflation, etc. La réponse du gouvernement est d'accuser les immigrant-es » de Bolivie et du Paraguay de « voler les jobs », comme le fait Trump aux États-Unis. Ce qui peut faire évoluer la situation vers une sorte de « fascisme social », selon l'expression de Boaventura Sousa Santos.

2 Ce que révèlent les déboires militaires des États-Unis et de l'OTAN en Irak, en Afghanistan, en Syrie.

Se profilent alors de nouveaux dispositifs exécutifs personnalisés et qui, souvent, ne craignent pas d'utiliser un langage et des pratiques autrefois confinés à l'extrême-droite. Dans quelques cas extrêmes, le pouvoir n'hésite pas une seconde à revenir aux politiques de la canonnière, pour envahir, massacrer, détruire sociétés et États, et expérimenter sur les peuples les armes de destruction massive dont ils essaient de garder le monopole. C'est ce qu'on constate tragiquement dans ce vaste « arc des crises » qui traverse une grande partie de l'Asie et de l'Afrique avec, comme épicentre de cette orgie de destruction programmée, le Moyen-Orient.

Droite et extrême-droite

Et ainsi, l'espace politique se restructure en fait entre une droite traditionnelle « relookée » et une « nouvelle » extrême-droite décomplexée, qui surfe sur l'idéologie du tout-le-monde-contre-tout-le-monde, via la xénophobie, la haine des autres, l'impérialisme le plus « cru » et le racisme[3], ce qui reflète des changements culturels importants qui transcendent, jusqu'à un certain point, les clivages politiques et économiques Une politique des « identités » inscrit dans la psyché de populations un « droit » de dominer qui découle d'une supériorité civilisationnelle est relayée par un omniprésent appareil médiatique hyper centralisé[4]. Ce qui fait de notre monde actuel, comme l'explique Pablo Solon, un étrange animal hybride vivant à la fois d'une globalisation débridée et d'un nationalisme identitariste et réactionnaire. Parallèlement, on assiste au déclin d'institutions multilatérales mises en place après 1945, au profit de l'unilatéralisme, à travers de dangereuses guerres « par procuration », dont le but est de s'approprier des ressources et des régions[5].

Chaos dans l'« arc des crises »

Dans cette vaste région qui traverse l'Asie et l'Afrique en passant par le Moyen-Orient, des forces de destruction se nourissent des agressions impérialistes et d'un mouvement djihadiste réactionnaire, qui coince les peuples et leurs aspirations démocratiques. À travers la désintégration des États (dans la stratégie impérialiste lancée en 2002-2003), des régions sombrent dans le tribalisme, l'ethnisme, les clivages religieux, la négation des droits, quand ce n'est pas des massacres découlant de mouvements terroristes et-ou des armes de destruction massive utilisées par les puissances. Les forces djihadistes qui combattent l'agression extérieure pratiquent une politique sectaire, tout en défendant le statu quo économique néolibéral (le capitalisme « halal ») qui est à la racine même de la dislocation actuelle.

3 Une partie de l'extrême-droite se présente comme anti-systémique, voire révolutionnaire. Autrement, les « fondamentalismes » chrétiens, hindouistes, musulmans tentent de mousser leurs projets réactionnaires. Ils sont parfois craints, parfois utilisés, par les dominants, comme c'était le cas lors de la grande crise précédente dans les années 1920-30.

4 Cette politique qui repose sur des états d'exception quasi permanents s'étend ailleurs (en Inde, en Turquie, aux Philippines, au Brésil, en Russie, etc.).

5 D'autres puissances impérialistes cherchent à émerger, la Chine et la Russie par exemple. Qui profitent d'un relatif déclin de l'impérialisme américain qui reste encore très puissant, tant par les moyens « traditionnels » (la guerre) que non-traditionnels (économie, technologie, etc.).

La confrontation

Cette restructuration ne prendrait pas les formes actuelles si les forces qui se battent pour la justice, la démocratie et la paix, avaient été en mesure, dans la période récente, de développer un projet contre-hégémonique. Aujourd'hui, il faut faire un constat autocritique, comme nous le suggérait d'ailleurs à Porto Alegre, Olivier Dutra, un des personnalités les plus attachantes de la gauche brésilienne.

Transformations

Sous la pression néolibérale et militariste des années 1980, les forces politiques traditionnelles de la gauche ont été durablement affaiblies. Une grande partie de la social-démocratie a mis de côté les luttes pour les réformes sociales qui l'avaient pourtant mise au monde. Dans une large mesure, la social-démocratie, selon Francine Mestrum, a pensé bien faire en redistribuant les fruits de la croissance capitaliste au lieu d'impulser un cadre permettant la satisfaction des besoins dans une optique d'égalité et de respect des personnes et de l'environnement.

Plus tard, dans les pays du socialisme « réellement existant », l'implosion de l'Union soviétique et le virage libéral en Chine ont miné le projet d'un socialisme qui n'a pas su élaborer un projet de transformation de la société et de l'économie à la hauteur de l'utopie de l'émancipation. Ces reculs ont fermé une époque historique de transformation sociale, qu'on pourrait faire remonter à la révolution française et aux grands mouvements d'émancipation du vingtième siècle.

Pourtant, dès la fin de ce siècle, de nouvelles vagues de luttes ont relancé la résistance. De la révolte des autochtones mexicains aux manifestations « anti-mondialisation » (Seattle, Gênes, Buenos Aires, etc.), un vaste mouvement diversifié et militant a réussi à faire la jonction entre d'« anciennes » formes (comme les syndicats) et de nouvelles expressions populaires marquées par le féminisme, l'écologie et l'altermondialisme. Jusqu'aux années 2010, les mobilisations des Printemps arabes et africains, d'Occupy, des Indignados et des mouvements de masse partout ont renouvelé le répertoire des luttes, bousculé les anciens partis de gauche et créé de nouvelles articulations politiques comme on l'a constaté dans plusieurs pays comme la Bolivie, l'Espagne et ailleurs. Au cœur de l'empire, le phénomène inédit d'un vent de gauche autour de la candidature de Bernard Sanders et des puissantes mobilisations en cours contre les politiques du président Trump appartiennent également à ce nouvel élan qui est loin d'être étouffé.

Vent de changement en Amérique du Sud

Dans cette partie de l'hémisphère, des grands mouvements populaires ont confronté et isolé les forces de la réaction, donnant naissance à ces coalitions politique et sociales inédites qu'on a parfois appelées la « vague rose » (Venezuela, Brésil, Argentine, Bolivie, Équateur, Nicaragua, Salvador, etc.). De nouveaux gouvernements ont lancé d'ambitieux programmes pour lutter contre la pauvreté et améliorer l'accès des couches populaires aux services de santé et d'éducation. Ils ont tenté de renégocier les termes de leur insertion dans le système capitalisme mondial en demandant des changements dans l'architecture du néolibéralisme imposée par le FMI t l'OMC. Des succès indéniables ont été enregistrés en faveur des couches

populaires, par contre, la structure du pouvoir n'a pas permis une réelle appropriation par le peuple. De plus, les gouvernements « progressistes », comme l'explique Edgardo Lander, ne sont pas sortis du carcan extractiviste qui confine leurs économies à l'exploitation des ressources naturelles au dépend des populations et de l'environnement naturel. Ce qui conduit à des confrontations de plus en plus nombreuses entre la « modernisation » promue par les gouvernements et les aspirations populaires, notamment parmi les paysans et les autochtones. Depuis quelques temps, le retour de la droite traditionnelle au pouvoir illustre le désarroi de la gauche face à ses propres impasses et dans le contexte d'un dispositif capitaliste international qui n'accepte aucune réforme. Les projets inspirés par la « vague rose » en Amérique latine, notamment en Europe, sont affaiblis par ce retournement, comme on l'a constaté en Grèce.

Fait à noter, selon des schémas parfois contradictoires, ces processus anticapitalistes et anti-impérialistes se sont renforcées mutuellement dans le sillon de nouvelles initiatives internationalistes (l'ALBA au niveau étatique) et citoyennes, tel le FSM, Via Campesina, la Marche mondiale des femmes, le réseau No-Vox et plein d'autres réseaux.

Une nouvelle sociologie

Disposant d'une masse critique implantée parmi les jeunes chômeurs diplômés, les femmes, les autochtones, les habitants des quartiers périphériques et les paysans pauvres, ces mouvements ont défini un agenda de luttes extraordinairement créatif. Par contre, en dépit du fait que plusieurs mouvements sont sortis de leur « territoire » de revendications pour devenir des forces de propositions, la plupart d'entre eux n'ont pas construit un agenda de transformation. Et ainsi, à part quelques exceptions, l'édifice du pouvoir a résisté. Là où il y a eu effectivement des changements de gouvernance, le capitalisme mondialisé, tant dans ses pratiques antidémocratiques qu'à travers ses institutions transnationales et multilatérales, a bloqué les espoirs suscités par les gouvernements progressistes, comme on l'a surtout vu en Amérique du Sud. De sérieux dommages ont été faits à ces gouvernements, comme au Brésil, en Argentine, en Grèce, lorsqu'il y a eu des régressions dans le domaine social, politique, écologique, comme si la capitulation était nécessaire pour continuer d'exister dans le cadre de la structure impérialiste et capitaliste de l'économie mondiale. Sommes-nous donc arrivés, selon l'expression des néoconservateurs, à la « fin de l'histoire » ? Pour autant, des luttes persistantes et dures entravent, quand elles ne réussissent pas à les bloquer, des restructurations antipopulaires et anti-écologistes. Ici et là, des consultations électorales expriment l'attachement des populations aux formes politiques qui se disent en phase avec leurs revendications. Et à la base, des mouvements connaissent des mutations qui laissent penser que les Printemps arabes et africains, par exemple, en sont encore à leurs premiers pas. On en revient à la perspective exprimée par Gramsci dans son temps de la nécessité d'une épuisante « guerre de position ».

Une urgence : bloquer la dérive

Bref, les mouvements populaires savent maintenant qu'ils font face à une période qui s'annonce dure et dangereuse. Les syndicats, par exemple sont déstabilisés par la fragmentation du collectif ouvrier et la transformation du prolétariat en précariat. D'autres mouvements résistent mieux, les écologistes par exemple, qui progressent dans l'immense bataille des idées bien que, sur le plan

concret, la plupart des réformes nécessaires sont bloquées ou reportées. Des nations autochtones tiennent tête, en partie de par la nouvelle subjectivité qui les réunifie en dépit des vastes agressions qui les menacent. Ailleurs, face à la répression extrême et à la guerre, des mouvements sont forcés de se concentrer sur les urgences, défendre des droits fondamentaux et arrêter les exactions. Au premier plan se présente la nécessité de déstabiliser les droites, qui, dans plusieurs cas, disposent d'une base de masse. La constitution de vastes alliances s'avère alors indispensable, ce qui oblige de dépasser des divisions et des sectarismes, d'identifier les points de convergence et de ralliement, ce qui veut dire des compromis. Pour ce faire, il faut une capacité d'ouverture et de respect, ce qui tranche avec les périodes où des segments du mouvement tentaient, en vain, de s'approprier le monopole de la « vérité révolutionnaire ». Des mouvements qui avancent s'efforcent de réconcilier diverses subjectivités, en accommodant, si on peut dire, des visions différentes et parfois dérangeantes, souvent impulsées par les femmes, les jeunes, les immigrant-es, les autochtones. Le défi est de rassembler une masse critique autour de la justice et de la défense du peuple, de l'égalité entre les hommes et les femmes, d'une démocratie respectueuse des peuples et orientée vers la défense résolue de l'environnement. Ce sont en partie des considérations stratégiques, en partie des principes éthiques, qui refondent la capacité de résister.

Construire les alternatives

À travers des luttes se déroulant dans une grande adversité, on observe la multiplication de nouvelles pratiques sociales et politiques, l'émergence d'une nouvelle culture de la transformation, surtout portée par les jeunes générations, et qui tente de délimiter d'une nouvelle manière, non autoritaire, et non hiérarchique, les contours des mobilisations. Des recherches sont en cours dans et avec les mouvements populaires, pour trouver de nouvelles pistes stratégiques. Ce ne sont pas des recherches désincarnées, confinées à l'université, mais des travaux dans les luttes mêmes, à travers les efforts des « intellectuels organiques » du peuple (à la Gramsci) qui résistent, organisent et réfléchissent. Tout en utilisant les savoirs et les compétences légués par leurs « ancêtres », les mouvements créent de nouvelles connaissances, de nouvelles stratégies, à la croisée entre les pratiques et les théories (la « praxis »). Parallèlement s'articulent de nombreux laboratoires qui préfigurent le monde à venir. La plupart des mouvements, contrairement à une ancienne conception linéaire de l'histoire, comprennent maintenant, qu'il n'y a pas de « grand soir » où, soudainement et de façon décisive, les dispositifs du pouvoir seraient captés et transformés.

Les « incubateurs »

De puissants « incubateurs » sont en marche, notamment dans les villes et les bidonvilles du monde où s'exprime une nouvelle créativité urbaine pendant que des communautés paysannes confrontent les puissants appareils du capitalisme mondial en se réappropriant les ressources de la pachamama. C'est ce qu'on observe à Barcelone, Montréal, Détroit, Casablanca, Bangkok, La Paz/El Alto, Buenos Aires, dans l'Amazonie brésilienne et au Sahel africain. Dans plusieurs sites, des couches moyennes « déclassées » (professionnels, enseignants, fonctionnaires, techniciens) rallient les classes populaires dans un même sursaut de dignité, de colère et d'auto-organisation. Ces couches peuvent énormément contribuer au renforcement des mouvements populaires, notamment par leurs compétences techniques, en autant qu'elles veulent rompre avec

la tradition hiérarchique où le savoir et les compétences sont le monopole. D ces « petites » batailles qui ne sont jamais si « petites » que cela, on constate l'apparition de nouvelles coalitions, notamment entre écologistes et peuples autochtones, comme on l'a vu récemment au Dakota (États-Unis). Des « petites » luttes deviennent de « petites » victoires, et indiquent le chemin pour les résistances à venir : les étudiants indiens contre l'assaut des fondamentalistes hindous dans les universités, les Polonaises contre les mesures pour supprimer leurs droits, les couches populaires pour le logement et l'eau à Barcelone, Cochabamba, Johannesburg, Athènes, et ailleurs.

Un nouveau « nous »

Dans cette épuisante et souvent invisible « guerre de positions », des mouvements transforment leurs modes de faire et de penser, y compris les leurs, dans un vaste processus d'autodéfinition, pour imaginer ensemble un « alter-monde », dans les institutions, les cités et les villages, et même, jusqu'à un certain point, dans les antichambres du pouvoir. Ce sont des batailles quotidiennes pour maintenir et démocratiser les services publics, récupérer le patrimoine dévasté de la mondialisation et réinventer un rapport équitable entre les humains, les formes de vie non-humaines et l'environnement naturel. Pour avoir encore plus d'impacts, ces « petites » batailles doivent tenter le pari de l'internationalisation, comme ont commencé à le faire certains syndicats et mouvements paysans. D'autre part, dans ces articulations stratégiques qui visent à réconcilier les résistances et la construction des alternatives se repose la question de l'organisation. Celle-ci vient de loin, à travers l'expérience très riche des mouvements populaires du passé, mais elle se repose maintenant sous de nouveaux termes qui revendiquent une énorme aspiration à la démocratie, y compris celle qui est censée donner aux mouvements populaires leur armature. D'autre part, ces termes sortent du paradigme antérieur du productivisme, de l'économisme et d'une certaine conception anthropo-centrée du progrès, comme si l'« homme » était le propriétaire du monde.

Combattre la droite sur son propre terrain

Une certaine droite qui se dit « moderniste » fait passer toutes les revendications des peuples contre la mondialisation néolibérale comme des vestiges des idéologies réactionnaires du passé nourries d'un nationalisme frileux, voire d'un ethnisme agressif. Elle se réclame d'une globalisation « imaginaire », qui nourrit le 1 % au détriment du 99 % en imposant un rabaissement par le bas de la culture et une atrophie des structures politiques. En réalité, les peuples ont raison de refuser cette fausse voie. Ils ont raison de réclamer leur droit d'exister, ainsi que leur droit de décider, dans le cadre de structures politiques dont ils sont maîtres. Ce n'est pas une fatalité si le Brexit a été capté par un nationalisme de droite. Ce n'est pas parce que le Front National en France s'oppose à l'Union européenne qu'il faut défendre cette structure anti-démocratique et vouée à la défense du néolibéralisme. Sur un même registre, les peuples qui réclament leur droit à l'autodétermination, qu'ils soient au Sud (Sahara occidental, Palestine, Kurdes, etc.) ou au Nord (Écosse, Catalogne, Pays Basque, Québec) s'inscrivent dans une lutte démocratique où en réalité, l'émancipation nationale se conjugue avec l'émancipation sociale. Les mouvements populaires pour la plupart ont évidemment compris que ces droits et ce qui vient avec en termes de dignité et d'auto détermination amènent un

surcroît de résistance, dans le cadre d'une vaste lutte pour une souveraineté populaire.

S'organiser

Sur un autre plan, les nouvelles subjectivités portées par les mouvements populaires ces dernières années cherchent à redéfinir l'équation entre le social et le politique. Partant du principe éminemment important et positif qui est celui de la nécessaire autonomie des mouvements, plusieurs ont choisir d'intervenir, sans intervenir, sur le terrain politique, davantage comme groupes de pression que comme protagonistes au premier plan. Le rapport avec les gouvernements et les partis progressistes, notamment en Amérique du Sud, s'est construit sur cette distance prudente, ce qui a conduit, dans la plupart des cas, à laisser l'initiative aux partis politiques et à perpétuer la rupture entre les luttes sociales et politiques. Une autre posture selon une tradition anarchiste est celle d'un refus de s'assumer sur l'espace politique, défini d'emblée comme un piège et une impasse. Dans cette optique, il faut rester « loin » du pouvoir. Parallèlement, on observe une certaine fascination sur les aspects formalistes (« horizontalisme » extrême, rejet du travail théorique, fascination pour un peuple « imaginaire » considéré comme une entité homogène au lieu d'un enjeu des contradictions sociales, etc.), un culte de la spontanéité (en quelque sorte, le miroir du culte de l'avant-garde éclairée qui a sévit pendant plusieurs des années) conduit parfois à des culs-de sac, à l'isolement, la paralysie et la dépolitisation et où les luttes restent fragmentées et où on ne parvient pas à produire de nouvelles convergences.

Certes, la recomposition de la gauche ne peut rester enfermée dans la nostalgie d'un passé mystifié. Les nouveaux mouvements, en dépit de certains débordements conceptuels, sont les principaux laboratoires de la transformation. L'importance de la démocratisation des mouvements, de la lutte contre le dogmatisme et le sectarisme, l'ouverture vers les nouveaux paradigmes mis de l'avant notamment par le féminisme et l'écologie, constituent autant de bases pour de nouveaux dialogues et de nouvelles expérimentations.

Aller de l'avant

Il faut donc aller plus loin ce qui impose de sortir des sentiers battus. Il n'est plus question, du moins dans la majorité des mouvements, de reconstruire des structures dites d'avant-garde, avec les rapports autoritaires qui en découlent. Parallèlement, des mouvements considèrent qu'il faut dépasser la fragmentation, l'éparpillement et la tendance, au nom de la lutte contre la hiérarchisation des luttes, à éviter le dur labeur de la convergence. Celle-ci est une construction stratégique, elle n'apparaît pas spontanément ni « naturellement ». Elle doit dépasser les clivages (sans les occulter ni les nier), promouvoir l'intersectionnalité des luttes et des mouvements, ce qui implique un processus créatif original qu'on pourrait, dans le sens noble du terme, qualifier d'intellectuel. C'est alors que s'expérimentent de nouvelles et amples coalitions entre des mouvements, des partis, des intellectuels « organiques » du peuple. Ici et là, des mouvements populaires décident de s'investir sur le terrain politique, non pas en tant que force d'appoint, mais comme point nodal d'une stratégie de transformation de l'État. Il s'agit, en fin de compte, tel que l'explique la militante féministe Lilian Celiberti, de « décoloniser notre imaginaire ».

Le Forum social mondial 2.0

Depuis maintenant plusieurs années, des mouvements ont profité des échanges internationalistes qui se sont produits dans de grandes coalitions comme Via Campesina, la Marche mondiale des femmes et bien d'autres, sans compter les processus semi-étatiques comme l'ALBA sous l'initiative vénézuélienne. À des niveaux différents selon le moment et le lieu, le FSM a été le miroir et parfois l'incubateur, de ces coalitions. Il a été également un site pour approfondir la réflexion, connaître les diverses expériences et même sortir des sentiers battus. Malgré la persistance de réflexes bureaucratiques et d'accointances questionnables avec des pouvoirs politiques et financiers, le FSM est resté proche des mouvements et des luttes, notamment grâce au travail infatigable de quelques personnalités comme Chico Whitaker.

15 ans plus tard, la question se repose puisque les mouvements se retrouvent devant une autre configuration politique. Au bout du compte, la raison d'être du FSM a été de définir et d'élaborer, intellectuellement parlant, une dimension internationale aux stratégies des mouvements. Cette nécessité demeure, compte tenu de la dimension internationale de la mondialisation capitaliste. Mais le contenu et les formes de cette dimension internationale et/ou mondiale doivent évoluer pour tenir compte de l'évolution du contexte. De nouveaux défis intellectuels confrontent l'intellect, par exemple, l'origine et l'impact des néo-autoritarismes et de leurs « monstres » (dans la mouvance d'extrême droite sous diverses bannières). Le déclin et même la chute des gouvernements progressistes imposent de réfléchir la relation au pouvoir et les alliances nécessaires pour bloquer la dérive. Les mécanismes d'élaboration de stratégies transnationales doivent être renouvelés.

Le nécessaire « réarmement » intellectuel du Forum, des mouvements, de la gauche

Il faut, selon Edgardo Lander, Gustave Massiah, Geneviève Azam, Brian Ashley, Daniel Chavez, Jennifer Cox, Francine Mestrum, Maher Hanine et plusieurs camarades, travailler sur plusieurs questions simultanément :

- Repenser la crise actuelle comme une question de « civilisation » qui établit les connexions entre les réalités sociales, économiques, écologiques, politiques, culturelles et les concepts avec lesquels ces réalités ont été abordées dans la modernité.
- Mieux comprendre la réorganisation économique en cours via la destruction du collectif ouvrier, l'automation, le passage d'une structure d'encadrement « biopolitique »
- Faire un bilan rigoureux des expériences transformationnelles du passé, des mouvements socialistes européens jusqu'aux luttes de libération nationale dans le sud.
- Mieux comprendre la montée de la droite et voir ce que la gauche n'a pas fait et n'a pas dit pour imposer un autre paradigme que celui du « tout-le-monde-contre-tout-le-monde. Mieux analyser le travail « culturel » de la droite, dans le réseau dense d'interventions et d'institutions qui œuvrent dans tous les replis de la société et comprendre davantage les ressorts d'un certain « populisme » de droite qui fait appel aux peurs et aux « valeurs » du chacun-pour-soi.
- Décortiquer et démonter les mécanismes des idéologies identitaires, autoritaires et

violentes inspirées des formes réactionnaires s'exprimant de diverses manières, y compris sous le couvert de la religion (pas seulement l'islam).

- Enquêter sur les sujets de la transformation en cours, dans le contexte des nouvelles compositions de classe, du déclin d'acteurs traditionnels (le mouvement ouvrier) et de l'émergence de nouvelles résistances sociales et écologistes.
- Travailler davantage sur les mécanismes pour renforcer la démocratie directe, l'autogestion, l'appropriation collective et d'autres mécanismes ébauchés par les mouvements populaires ces dernières années.
- Développer la critique du « modèle » extractiviste et penser une transition démocratique et populaire pour s'en sortir.
- Repenser l'articulation entre mouvements populaires, partis de gauche et État, « désétatiser » la stratégie de l'émancipation.
- Davantage intégrer dans nos recherches les expérimentations du sud, confrontant ainsi l'européocentrisme de la pensée critique.
- Replacer au centre de la réflexion une perspective internationaliste qui échappe à toute instrumentalisation.
- Travailler à traduire des projets créatifs à l'échelle locale en des perspectives de transformation à plus grande échelle.
- Construire des moyens de communication contre-hégémoniques, ainsi que des espaces publics et démocratiques. Développer avec des intellectuels de nouvelles méthodologies œuvrant à partir d'une sociologie des émergences (selon l'expression de Boaventura Sousa Santos)

En fini avec de fausses solutions

Il ne s'agit pas, contrairement à une crainte partagée par certains camarades, de transformer le FSM en une nouvelle « Internationale », mais de lui permettre d'aider les mouvements à développer les nombreux outils dont ils ont besoin pour faire face aux défis actuels. En bref, le Forum est un éternel processus, un incubateur de moyens et de débats qui tout en restant pluraliste et ouvert, lutte contre la fragmentation des mouvements et des luttes. La formule de départ du Forum, formulée par Chico Whitaker, reste, dans ses grandes lignes, adéquate : « un espace ouvert, au niveau mondial, qui facilite le mieux possible la réflexion et l'articulation horizontale de mouvements sociaux et organisations de la société civile engagées dans le combat pour « un autre monde possible » et qu'il stimule un nombre croissant de citoyens et citoyennes à participer de cette lutte ».

Évidemment, le FSM n'est pas là pour définir la « ligne juste », mais il peut travailler de manière à ce que plusieurs élaborations stratégiques se produisent. Comme l'affirme Kamal Lahbib, le Forum, via ses membres, peut articuler des prises de position, à condition qu'elles soient suivies d'actions de pression, de campagnes. Selon Raphael Canet, le Forum doit partir d'une compréhension commune qui affirme qu'il n'y a pas de stratégie unique du changement social, mais des stratégies à plusieurs niveaux qui découlent de la diversité créatrice des différentes initiatives : « Ce qui devient fondamental dans le contexte actuel, c'est de donner un sens commun à la multiplicité des luttes en cours. Il devient donc impératif de ne pas sombrer dans le dogmatisme. Il faut multiplier les espaces d'échange pour entrer en dialogue avec ces

mouvements afin d'ancrer l'analyse sur les luttes en cours, sur les revendications qui émanent de ces mobilisations, et non sur des cadres théoriques posés a priori ».

De la politique de la peur à la politique de l'espoir

Pour avancer dans cette voie, il faut beaucoup de concentration. On peut penser, par exemple à :

- La mise en place de noyaux de débats stratégiques transnationaux permanents, pour alimenter les débats pendant et entre les Forums. Ces noyaux peuvent « décoloniser le savoir », pour reprendre l'expression de Boaventura Sousa Santos, et produire de nouvelles connaissances et de nouvelles hypothèses sur les alternatives au capitalisme, qui viennent des luttes et qui retournent dans les luttes,
- La définition d'axes prioritaires, autour des questions qui interpellent les mouvements populaires et qui doivent être abordés lors des Forums d'une manière systématique, pour encourager (et non imposer) des convergences. Ces axes doivent également être l'objet de travaux permanents.
- L'élaboration d'une plateforme conviviale pour les mouvements citoyens qui veulent utiliser le Forum comme une occasion et un moyen de mobilisation populaire.
- La revitalisation des outils du Forum (le secrétariat, le conseil international, les plateformes de communication (je ne développe pas cela davantage car cela est l'objet du travail d'autres camarades).

À la fin, on pourrait avoir des forums moins éparpillés, mieux préparés et mieux articulés, avec des moyens techniques adéquats, notamment au niveau de la communication et de l'information. Il pourrait y avoir une emphase sur les Forums régionaux et sectoriels, tout en pensant, à tous les 2-3 ans, d'organiser un rassemblement mondial. Le FSM ne sera jamais rien d'autre qu'un outil, un lieu utile pour favoriser la construction d'alternatives et de construire la convergence, un moment de débats intenses.

Interventions

Résister, c'est créer

Gustave Massiah (Centre de recherche et d'information sur le développement, France)

Quel est ce nouveau monde qui tarde à apparaître ? Il y a plusieurs révolutions en cours, mais elles sont inachevées. Et leurs issues sont incertaines. Pour autant, elles sont porteuses d'espoirs et marquent déjà l'avenir et le présent. Ce sont des révolutions de longue période dont les effets s'inscrivent sur plusieurs générations. Pour illustrer ce propos, partons de cinq révolutions en cours.

- La révolution des droits des femmes remet en cause des rapports millénaires. La reconnaissance des droits des femmes a avancé énormément au cours des quarante dernières années. Cette révolution est inachevée et entraîne des résistances d'une très grande violence. On le mesure à la violence des réactions de certains Etats à toute idée de la libération des femmes et à la résistance dans toutes les sociétés à la remise en cause du patriarcat. La révolution des droits des femmes a déjà suscité un grand changement en imposant le refus de subordonner la lutte contre l'oppression des femmes à d'autres luttes.
- La révolution des droits des peuples Elle est inachevée et en prise avec les tentatives de reconfiguration des rapports impérialistes. La deuxième phase en cours (après la décolonisation), celle de la libération des peuples, ouvre sur de nouvelles questions avec les droits des peuples qui prennent différentes appellations ; indigènes, premiers, autochtones. Elle interpelle le rapport entre les libertés individuelles et les libertés collectives.
- La révolution écologique bouleverse déjà la compréhension des transformations et du sens du changement. Elle introduit la notion du temps fini et la notion des limites par rapport à la croissance illimitée. Elle remet en cause toutes les conceptions du développement, de la production et de la consommation. Elle réimpose la discussion sur le rapport de l'espèce humaine à la Nature. Elle interpelle sur les limites de l'écosystème planétaire.
- La révolution du numérique est une part déterminante d'une nouvelle révolution scientifique et technique, combinée à celle des biotechnologies. Elle ouvre de très fortes contradictions sur les formes de production, de travail et de reproduction. Elle bouleverse des domaines aussi vitaux que ceux du langage et de l'écriture.

- La révolution du peuplement de la planète provoque une nouvelle armature urbaine mondiale avec la multiplication des quartiers précaires. Le changement climatique va accentuer les migrations environnementales. Selon les Nations Unies, 60% des 450 aires urbaines de plus d'un million d'habitants en 2011 seraient exposées à un risque naturel élevé. La scolarisation des sociétés modifie les flux migratoires. Les diplômés qui partent restent en contact avec leur génération à travers internet. Les autres alimentent les chômeurs diplômés, nouvelle alliance entre les enfants des couches populaires et les enfants des couches moyennes. Les mouvements sociaux tentent d'articuler les luttes pour les droits à la liberté de circulation et d'installation avec celles pour le droit de vivre et travailler au pays.

La nécessaire pensée stratégique

Toute pensée stratégique se construit sur l'articulation entre l'urgence et la construction d'un projet alternatif. L'urgence, c'est la résistance aux nouveaux monstres. Mais pour résister, un projet alternatif est nécessaire. Dès 2009, au Forum social mondial de Belém, la proposition qui se dégage est celle d'une transition écologique, sociale, démocratique et géopolitique. Il faut insister sur l'idée de transition qui est en rupture avec une des conceptions de la révolution, celle du grand soir et qui inscrit la révolution dans le temps long et discontinu. Elle souligne que de nouveaux rapports sociaux émergent déjà dans le monde actuel. Cette conception donne un nouveau sens aux pratiques alternatives qui permettent de préciser et de préparer un projet alternatif. L'importance des cinq autres révolutions en cours interpellent la révolution sociale et le retard de la révolution sociale interpelle en retour les autres révolutions.

Quand elles peuvent s'exprimer, les sociétés sont plus ouvertes et plus tolérantes que ne veulent le faire croire les courants de droite extrême et les médias que les relayent. Mais, cette résistance ne s'affiche pas, ne se traduit pas par une adhésion à un projet progressiste, traduisant ainsi l'absence d'un projet alternatif crédible. C'est moins « la droite » qui triomphe que « la gauche » qui s'effondre. Il nous faut donc résister, dans l'immédiat, pas à pas, et accepter de s'engager dans le temps long. Cette résistance passe par l'alliance la plus large avec toutes celles et tous ceux, et ils - elles sont nombreux-ses, qui pensent que l'égalité vaut mieux que les inégalités, que les libertés individuelles et collectives doivent être élargies au maximum, que les discriminations conduisent au désastre, que la domination conduit à la guerre, qu'il faut sauvegarder la planète. Cette bataille sur les valeurs passe par la remise en cause de l'hégémonie culturelle du néolibéralisme, du capitalisme et de l'autoritarisme. Nous pouvons démontrer que résister, c'est créer. Les années qui viennent serons sans aucun doute très difficiles et les conditions seront très dures. Mais, à l'échelle d'une génération, rien n'est joué, tout devient possible.

¿Qué significa ser de izquierda hoy?

Edgardo Lander (Transnational Institute)[6]

En continuidad con los valores y concepciones de los siglos anteriores, ser de izquierda hoy continúa siendo una postura que apunta a la *igualdad*, a la *libertad,* a la *fraternidad*. Sigue siendo una perspectiva que postula el carácter histórico, y por lo tanto transformable, de la sociedad capitalista, de la sociedad que tiene a la valorización del capital como su principal principio organizador y reproductor. Ser de izquierda -hoy como ayer- significa rechazar la concepción liberal de la *naturaleza humana* que entiende al ser humano producto de la sociedad capitalista -el ser humano que se caracteriza por el *individualismo posesivo*- como la naturaleza eterna y esencial de lo humano. Ser de izquierda -hoy como ayer- significa creer que los seres humanos con su propia acción son capaces de transformar la realidad, transformar un orden de dominación y de explotación en una sociedad solidaria, que es posible y necesaria la creación de *otro mundo*.
Sin embargo, hay igualmente discontinuidades básicas entre lo que han sido las expresiones históricas dominantes del pensamiento y la práctica de la izquierda de los siglos anteriores y las concepciones y prácticas requeridas para los retos que hoy plantea la construcción de *otro mundo.* Ser de izquierda hoy es reconocer que la tradición teórica y política del *socialismo* es sólo una de las diversas tradiciones culturales desde las cuales se lucha hoy por *otro mundo posible*.

Hoy, ser de izquierda exige una crítica radical a los patrones de conocimiento coloniales y eurocéntricos hegemónicos que han sido instrumentos eficaces tanto en los procesos de construcción de los patrones de poder del sistema mundo colonial-capitalista moderno, como en su legitimación por la vía de su naturalización. Requiere el cuestionamiento a fondo a los patrones de conocimiento que han construido la idea de *modernidad* como dinámica interna de los pueblos europeos, construyendo al resto de los pobladores del planeta como primitivos, atrasados, premodernos, subdesarrollados. Significa el reconocimiento de la historia compartida -durante más de 500 años- de dominantes y dominados en la construcción del sistema mundo colonial moderno, con su lado central y luminoso, y su lado periférico, oscuro, colonial, del Sur. Para la mayor parte de los pueblos del mundo, la experiencia moderna ha sido una experiencia de colonialidad, de

6 Extractos del texto publicando en https://www.aporrea.org/actualidad/a239914.html

imperialismo, de esclavitud, de exterminio, de sometimiento, de dominación. Lo que los pueblos del Sur requieren hoy no es más modernidad, ni más capitalismo. Han estado sometidos al orden colonial capitalista y moderno durante siglos.

Ser de izquierda exige hoy un rechazo al economicismo y a todo otro determinismo unilateral que pretenda reducir la inmensa complejidad de la vida y de la experiencia humana a un factor determinante, aunque sea este sólo determinante en "ultima instancia". Los patrones de poder operan en forma compleja y dinámicamente articulada en diversas dimensiones de la vida (trabajo, cuerpo, conocimiento, autoridad, "naturaleza", imaginarios, subjetividad). Ninguno de estos tiene una primacía ontológica sobre los demás. Ser hoy de izquierda exige asumir con radicalidad la amplia gama de las críticas epistemológicas, políticas y prácticas que los feminismos han formulado y continúan formulando a los patrones patriarcales dominantes del conocimiento, de la producción, de la política, de la sexualidad y de la vida cotidiana.

Ser hoy de izquierda significa asumir la extraordinaria complejidad implicada por el reconocimiento de que los patrones del conocimiento occidental y académico constituyen unos entre muchos saberes de pueblos y comunidades humanas de todo el planeta. El diálogo democrático entre diferentes saberes es una condición sin la cual no será posible la construcción de un futuro democrático alternativo.

Ser de izquierda significa la celebración de la diversidad de la experiencia humana. Significa asumir que la posibilidad de la construcción de un orden social alternativo sólo es posible si se realiza desde las memorias, las experiencias, las luchas, las aspiraciones, las subjetividades de la multiplicidad de los pueblos y culturas del planeta. Las transformaciones sociales hacia otra sociedad sólo serán posibles por la vía de la convergencia, articulación, alianzas, acuerdos, encuentros, entre las luchas y construcciones prácticas de alternativas de la multiplicidad de sujetos, comunidades y pueblos que hoy resisten y prefiguran con su práctica otro futuro. No hay sujetos históricamente privilegiados en esta lucha.

Ser de izquierda hoy ya no puede ser identificarse como *progresista,* en el sentido de apostar a todo lo nuevo, a todo lo futuro como mejor y como altar de progreso a nombre del cual se justifica el sacrificio de todo pasado, de toda memoria, de toda subjetividad, toda otra forma de vida.

Ser de izquierda es reconocer que el racismo constituye uno de los pilares de los regímenes de clasificación jerárquica y de exclusión de los seres humanos en el sistema mundo colonial moderno. La lucha por otro mundo es, necesariamente, una lucha contra el racismo, así como una lucha en contra de toda otra forma de clasificación, jerárquica y de exclusión por motivos religiosos, étnicos, culturales, políticos y de orientación sexual. Ser de izquierda significa ser democrático. Por democracia se entiende que la mayor cantidad de gente posible participe en la mayor cantidad de decisiones posibles sobre su presente y futuro individual y colectivo. Significa asumir prácticas democráticas y plurales como fundamento de toda acción política y social. La construcción de un orden democrático, alternativo tanto al orden capitalista, como a las experiencias del socialismo

estatista autoritario del siglo XX, no será posible sino por la vía de prácticas cada vez más democráticas.

Ser de izquierda hoy requiere una problematización permanente del papel de los liderazgos políticos consolidados y de las estructuras organizativas que estabilizan y afianzan las diferencias entre quienes deciden y quienes obedecen. No hay ninguna forma organizativa privilegiada en la construcción de una sociedad alternativa. Las divisiones entre lo *político* y lo *social*, base de la preeminencia de los partidos políticos sobre las organizaciones llamadas sociales corresponde a una construcción del imaginario liberal que fue asumida plenamente por la tradición leninista. Ser de izquierda significa el defender la autonomía de organizaciones sociales, movimientos, comunidades y pueblos frente a los mecanismos de control vertical, ya sea partidista o estatal, que niegue o reduzca las diversidades, la experimentación social y las capacidades de autogobierno.

Ser de izquierda hoy significa asumir, en toda su complejidad, y con las especificidades de cada contexto concreto, que la transformación de la sociedad puede implicar cambios *contra el Estado*, *en el Estado*, *desde el Estado*. No se puede esencializar ninguna postura ni teoría de la transformación social, ni se pueden predeterminar las formas en las cuales los procesos de transformación social pasen o no en alguna medida, por el Estado.
Ser de izquierda hoy implica reconocer que la construcción de un orden alternativo *no* es un momento de ruptura histórico (El asalto del Palacio de Invierno), sino un largo proceso de construcción de otras prácticas sociales, de modos de vida alternativos, de otras sociabilidades, de otras prácticas productivas, de otras subjetividades.
Ser de izquierda implica el reconocimiento de que el *imperialismo*, con sus dispositivos militares, políticos, económicos, jurídico-institucionales y culturales representa el principal instrumento para la preservación de la matriz de poder global actualmente existente. La sociedad capitalista es una sociedad cada vez más violenta. El capitalismo, en su momento neoliberal, no puede sobrevivir sin la militarización del planeta. Es difícil imaginar avances significativos en las luchas de los pueblos que no sean confrontados por la represión y la violencia.

Ser de izquierda comienza necesariamente por la valorización de la vida. El proyecto civilizatorio de Occidente, llevado hasta sus últimos extremos por el capitalismo contemporáneo y por el socialismo soviético, es expresión de un patrón cultural basado en la guerra permanente de los seres humanos contra el resto de la vida, contra la así llamada "naturaleza". Es la guerra por la predicción, el control, la manipulación, la transformación, y en última instancia, la destrucción de la vida. Es la identificación de la felicidad humana con la acumulación y con la abundancia de bienes materiales. Ser de izquierda hoy significa el reconocimiento de lo humano como parte de la naturaleza, parte de la vida. No será posible la construcción de sociedades democráticas, equitativas, libres y solidarias a menos que se detengan a muy corto plazo los procesos de sistemática devastación de las condiciones que hacen posible la vida en el planeta Tierra.
Si no hay vida, todo lo demás carecerá de sentido. El tiempo disponible para ello se agota aceleradamente.

La gauche à la recherche d'alternatives

Francine Mestrum (Global Social Justice, Belgique)

Que la gauche ait quelques problèmes face à cette nouvelle situation se comprend. Depuis les années 1960, elle avait – non sans difficultés – intégré l'écologie, le féminisme, l'antiracisme. La chute du Mur de Berlin n'a pas été suivie d'une analyse approfondie de ses valeurs fondamentales et quand les mouvements du ´buen vivir´ en Amérique latine ont démontré que le capitalisme et le socialisme n'étaient que les deux faces de la même médaille de la modernité, elle n'avait plus de réponse.

La social-démocratie s'est totalement abandonnée au néolibéralisme avec sa ´troisième voie' et elle est en train de se marginaliser toujours plus, faute de réponses effectives aux revendications de sa base électorale. Aujourd'hui, la gauche radicale tente de renaître, mais elle reste la victime d'un certain sectarisme et des croyances du passé qui ne parlent plus aux jeunes tentés par de nouvelles formes de participation et de démocratie. De plus, emprisonnée par ses analyses du capitalisme et la dénonciation de tout ce qui va mal, elle est toujours en retard d'une lutte et n'arrive pas á formuler des alternatives crédibles et réalistes.

La gauche est aussi confrontée au problème réel des distances à prendre v.à.v. de la nouvelle droite. En effet, la gauche aussi a toujours critiqué la mondialisation ainsi que certains éléments de la démocratie libérale, comme elle a revendiqué la souveraineté nationale. Soyons claire : il ne s'agit pas de comparer la gauche à la droite, leurs valeurs sont fondamentalement opposées, mais il n'est pas toujours facile d'expliquer au grand public que, par exemple, la gauche européenne s'oppose à l'Union européenne, pour des raisons partiellement similaires à celles de la droite, oui, mais avec d'autres objectifs. Problème similaire pour la gauche du 'bien vivir', critique à l'égard de la modernité. Bien entendu, la croyance au progrès linéaire, la non prise en compte de l'écologie, la séparation entre la nature et la culture, tous ses éléments méritent d'être critiqués et si possible d'être corrigés, mais espérons que l'on ne veut tout de même pas abolir les droits humains et la séparation des pouvoirs.

N'a-t-on pas été trop rapide à vouloir rejeter la modernité en l'assimilant au capitalisme et au colonialisme ? Une clarification s'impose au moment où d'aucuns veulent effectivement enterrer la modernité. Ce n'est pas un hasard que certains en Europe ont toujours refusé d'adhérer à l'idéologie de la terre-mère.

Bref, si la gauche veut survivre, un travail fondamental l'attend au niveau de la mise à jour de son idéologie : qu'est-ce que le socialisme aujourd'hui ? Suffit-il de le redéfinir

ou faut-il le refonder, voire lui substituer un autre vocable ? Comment résoudre les contradictions réelles existant toujours avec l´écologie, notamment en ce qui concerne le développement des forces productives ? Comment redéfinir le conflit de classe, sachant sa pertinence, d'une part, et la métamorphose du prolétariat, l´émergence du précariat et le déclin des classes moyennes, d'autre part ? Et surtout, comment développer un discours progressiste et émancipateur qui parle aux jeunes d'aujourd´hui, sans qui la cause est perdue d'avance ?

Et les alternatives ?

Face aux multiples problèmes auxquels le monde actuel est confronté, il me semble que deux solutions se présentent, aptes à promouvoir la convergence entre les mouvements sociaux progressistes. Une première solution pourrait être de se concentrer sur les droits humains. En effet, la Déclaration universelle et les deux pactes internationaux sur les droits civils et politiques, d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part, suffisent à résoudre quasi tous les problèmes politiques, économiques et sociaux d'aujourd'hui.

Une ONG britannique propose même de se concentrer sur le seul article 25 de la Déclaration universelle, disant que tous ont droit à un niveau de vie adéquat. Il est vrai que si on voulait réellement respecter ce droit, de grandes transformations économiques et sociales seraient nécessaire. Il devrait être possible pour les mouvements travaillant sur le droit du travail, sur l'accès à l'eau, sur le logement, sur la santé, sur les droits des enfants, sur la fiscalité, sur la démocratie, etc. de se rassembler autour de cette revendication majeure, tout en continuant de travailler sur leurs revendications spécifiques. Les mouvements de la paix devraient également s'y retrouver, la paix n´étant pas possible sans justice sociale. Un problème pourrait se poser pour les mouvements environnementaux, bien que là aussi, on pourrait clarifier qu'un niveau de vie adéquat n'est pas possible sans environnement sain. Mais il est vrai que les droits environnementaux, à part le droit à l'eau, ne sont pas explicitement traités dans les droits humains.

Une deuxième solution pourrait être de se concentrer et de se rassembler autour des communs. Ce concept est en train de devenir un fourre-tout mais il est en même temps extrêmement utile pour exprimer toutes les revendications de la gauche aujourd'hui : les communs concernent notre environnement (les océans, les forêts, l'eau, l'atmosphère…) tout comme ils concernent nos services publics (soins de santé, éducation, transports en commun, crèches, bibliothèques …), les modes de production (notre travail, la monnaie…) et la vie elle-même (la science, la génétique…). Ces communs sont ce qui appartient à l'ensemble des êtres humains et ce qui en aucun cas ne peut être privatisé. Il faudra donc, collectivement, se les réapproprier, en focalisant sur la complémentarité des droits individuels et des droits collectifs. Les communs permettent de résister au néolibéralisme tout comme au conservatisme et aux privatisations. Ils pourraient être également un outil stratégique apte à rassembler les mouvements sociaux et á promouvoir leur convergence.

Os frutos amargos da globalização

José Correa Leite (Forum social du Brésil)

A eleição de Donald Trump marca uma grande virada na situação mundial, condensando fortes contradições que se acumulam desde a crise de 2008, bem como repercutindo politicamente ao impacto sobre o tecido social de décadas de orientação neoliberal no capitalismo.

Crise das globalizações

Os ventos globalizantes já vinham refluindo desde a crise de 2008. O comércio internacional era equivalente a 25% da economia nos anos 1960, 32% nos 1970, 38% nos 1980, 43% nos 1990, 55% nos 2000 e 60% na primeira década de 2010. Mas, desde 2012, o comércio internacional tem crescido "apenas" 3% ao ano, menos da metade da taxa dos trinta anos anteriores. E, em 2016, ele deve crescer menos que a economia mundial (1,7% ante 2,2%), o que significa uma tendência desglobalizante no bojo de um quadro geral de estagnação estrutural e duradoura da economia mundial, que segue tão financeirizada, especulativa e volátil. Para os setores que apostaram todas as suas fichas em processos e instituições liberalizantes (avanços dos tratados de livre-comércio, OMC, euro e União Europeia...) o horizonte se torna problemático. A contrapartida da globalização econômica e da financeirização foi o crescimento inéditos das desigualdades e diferenças no acesso a direitos e riquezas. O relatório da Oxfam "Uma economia para o 1%" informa que, desde 2015, o 1% mais rico da população mundial tem mais riquezas do que os 99% restantes.

Mas a globalização avançou também no terreno social e cultural. Em 1970, 5% da população dos EUA tinham nascido fora do país; em 2015, 13% da população tinham nascido em outros países. Parte disso é consequência do fluxo de refugiados devido a guerras e desastres ambientais, mas a maioria são migrações econômicas em busca de melhores condições de vida de gente sem perspectiva do mundo globalizado. A imensa maioria o faz em condições precaríssimas, arriscando suas vidas como clandestinos. Ao mesmo tempo, as novas tecnologias da informação e da comunicação elevaram para patamares inéditos as interconexões e trocas culturais, impulsionando um

multiculturalismo cosmopolita modulado em parte pela indústria cultural corporativa, em parte pela vivencia mais plural das populações, em parte pelos fluxos de informações e saberes pelas redes sociais. Essa convivência positiva com a diversidade étnica, cultural e sexual, bem como com a emancipação das mulheres gera fortes resistências em setores reacionários, fundamentalistas ou que perderam sua primazia e seus privilégios.

Na ausência do horizonte de progresso oferecido pelo nacionalismo desenvolvimentista, pela socialdemocracia e pelo comunismo, os derrotados pela globalização e os conservadores estão, gradativamente, forjando novas alianças, alicerçadas no fundamentalismo religioso e no nacionalismo xenófobo. O fenômeno já era visível, antes, no mundo árabe, onde o salafismo se radicalizava e catalisava as esperanças dos órfãos do desenvolvimentismo pan-árabe.

É verdade que o projeto Trump tem raízes estadunidenses, ancoradas no nativismo, no nacionalismo econômico e no neoisolacionismo de uma certa tradição republicana, aliada do racismo sulista e do antissemitismo do meio-oeste. A diferença é que, hoje, na ausência de uma oposição de esquerda ou progressista ao neoliberalismo, projetos antiliberais conservadores crescem sem barreiras. Eles se contrapõem não só à livre circulação de mercadorias, mas também de pessoas pelo mundo, embora nunca se proponham a controlar os fluxos de capitais. Abarcando de Duterte nas Filipinas e Modi na Índia, à Marine Le Pen na França e Farage na Inglaterra, eles ressuscitam a xenofobia e o nacionalismo de extrema-direita.

Financeirização, mídia e crise da democracia liberal

A fusão, na classe de Davos, do capital financeiro globalizado com os grupos formadores de opinião esvaziou a democracia liberal de qualquer sentido forte de escolha ideológica. A corrupção endêmica e sistêmica permite que a esse bloco se incorpore as direções políticas – a corrupção é hoje um mecanismo de gestão do estado e perpassa, por todas as partes, os três poderes. A democracia liberal perde, assim, legitimidade aos olhos de boa parte do povo. Ela transformou as eleições em simples mudança dos gestores das populações e das condições de reprodução do sistema; os grupos que chegam aos governos estão aderidos ao projeto globalitário ou negociam com seus agentes como condição para ascender ao núcleo do estado (a "Carta aos Brasileiros", apresentada por Lula em 2001, é emblemática dessa prática). O "déficit democrático" da União Europeia, já antigo, afasta as populações de uma instituição que não aceita submeter a livre circulação de capitais e mercadorias a nenhum escrutínio democrático. A transformação das eleições em alternância de "mordomos", alimentada pela promiscuidade entre políticos e empresários, parecia afastar qualquer processo de mudança política radical que constrangesse o capital financeiro globalizado. E a esquerda moderada aceitou as regras perversas desse jogo, ignorando o ódio popular que se acumulava contra a desigualdade e contra a divisão da sociedade entre ganhadores e perdedores criada pela globalização. Isso deixou o espaço livre para que a direita se preparasse para subverter as regras do jogo. O Brexit e Trump podem ser só os primeiros momentos de uma bola de neve que arraste consigo não apenas a globalização econômica e financeira neoliberal, mas

também o multiculturalismo e a extensão de direitos. A democracia liberal é limitada, mas ela pode ser superada pela esquerda, ampliando direitos, ou pela direita, negando-os.

A crise do cuidado e da reprodução social

Nesse grande mercado, a fragmentação e o aumento da heterogeneidade estrutural do mundo do trabalho tem sido descrito como a transformação do proletariado fordista em um precariado, cuja consciência e organização de classe recua por toda parte. As antigas formas de pertencimento e construção de identidades de classe são, na ausência de grandes experiências de lutas, subvertidas pelo trabalho de sapa cotidiano da sociabilidade mercantil e do consumismo, das mídias corporativas e das redes sociais. O senso comum que emerge dessa experiência é o das pessoas transformadas em uma massa de consumidores atomizados em um mercado infinito e sempre mutável, que busca dissolver todos os vínculos.

Mas os seres humanos demandam vínculos significativos; eles investem energia libidinal em identidades sociais e laços associativos. A reprodução social não se dá apenas como relações de interesses, exigindo apoio mútuo e cuidado, que pode ser suprido pela comunidade, pela família ou pelo estado – com um papel central sendo sempre atribuído às principalmente às mulheres. O neoliberalismo, buscando mercantilizar todas as relações, cria um quadro de terra arrasada, que joga bilhões de pessoas na atomização e no desamparo – o mesmo cenário que Hannah Arendt descreveu como aquele que gerou o fascismo na conclusão do seu "Origens do totalitarismo". Todos aqueles que não podem comprar no mercado habitação, transporte, educação, saúde, previdência ou cultura estão condenados a vegetar na marginalidade e não há redes sociais, "realities shows" e realidades virtuais que supram suas carências.

Se o diagnóstico de Nancy Fraser estiver correto – de que vivemos não só uma crise econômica duradoura da economia real e das finanças, mas também nos aproximamos de um colapso da reprodução social análogo ao que se coloca na relação da humanidade com a natureza –, o quadro pode se tornar tão explosivo como aquele enfrentado nos anos 1930. O horizonte global de uma estagnação decenal exige mudanças profundas na organização social da humanidade, em um cenário em que o neoliberalismo destruiu as alternativas antes postas.

Nas lutas adiante, tudo indica que as mulheres, os setores oprimidos e as comunidades serão chamados a jogar um papel tão decisivo quanto os trabalhadores. As classes são heterogênas e perpassadas pelas opressões de gênero e raça/etnia. A questão da xenofobia, mais evidente na Europa e EUA, é, em essência, uma questão de racismo – cujo combate vem se tornando central na vida política recente dos Estados Unidos, em especial desde a formação do Black Lives Matter, e dos países europeus, em função do fluxo de refugiados para a região, consequência de intervenções imperialistas no Oriente Médio e Magreb. O ressurgimento das lutas feministas e em defesa dos direitos das mulheres à sobrevivência e mesmo à existência é marcante. Da revolução na Tunísia aos movimentos contra o estupro na Índia, passando pelo Ni Una Menos na Argentina e a Primavera Feminista no Brasil, as mulheres assumem um peso central na luta de classes.

La perspective des mouvements au Maghreb-Machrek

Kamal Lahbib (Forum social Maghreb-Machrek)

Dans notre région, l'islam politique est déterminant dans les analyses politiques et stratégiques. En effet, les mouvements islamistes ont toujours refusé, pour la plupart, de reconnaître les principes de la démocratie, tout en montrant leur capacité d'adaptation à la démocratie représentative comme instrument de domination politique. Le fait n'est pas nouveau. Déjà lors des élections en Algérie en 1990, le Front Islamique du Salut avait remporté de 82% des sièges au Parlement, avec de dramatiques conséquences qui continuent jusqu'à aujourd'hui. Ce fait n'est pas isolé, on l'a vu et on le voit en Palestine, au Maroc, en Égypte, où lors des élections avant le coup d'état militaire, les deux partis salafistes ont obtenu 68 % des votes.

Stagnation politique et incapacités des progressistes

Un peu partout, les mouvements progressistes, qui n'ont eu cesse d'appeler à l'organisation d'élections libres, optent pour le boycott des élections laissant la voie libre à leurs adversaires politiques. Ce fait s'aggrave par les taux d'abstention d'une population qui ne se sent pas concernée du fait du trucages électoraux, de répression et/ou d'intégration dans le système politique de partis qui hier encore luttaient pour des institutions démocratiques. Le fait est cependant que, dans les élections subséquentes à la chute de Ben Ali en Tunisie, la participation a été de 52 %. Entre-temps, les pays du G7 misent sur l'intégration politique de mouvements islamistes, sachant qu'ils se contenteront du pouvoir et de la moralisation du discours sans remettre en cause les choix du néolibéralisme en instituant au pire des cas un « néolibéralisme halal ». Il ne faut pas sous-estimer non plus l'impact du terrorisme. On constate que 75 % des attentats surviennent dans des pays musulmans. Le terrorisme est hautement localisé, cinq pays – Afghanistan, Irak, Nigeria, Pakistan et Syrie – totalisant 78 % des morts en 2014.

Revoir nos concepts

La notion de « monde arabo-musulman » contribue à exclure du champ de l'islam tous ceux qui ne sont pas arabes (perses, kurdes, amazighs…) et à nier de fait l'arabité aux arabes non musulmans, aux chrétiens, juifs et autres confessions minoritaires. Il y a au cœur et à l'origine de ces conflits identitaires un processus de psychologie collective par lequel les conflits sont vécus comme une lutte pour la vie et donc menés avec la dernière énergie, qui rend impossible toute solution négociée et génère une balkanisation et une prolifération étatique : la menace est forte en Irak, en Libye, au Yémen, en Syrie…, renouant de la sorte avec une tradition coloniale de triste mémoire.

La question du « droit des peuples à l'autodétermination » reste difficile à gérer du fait des dérives découlant de l'usage du concept sans tenir compte ni de l'histoire, ni des enjeux sociaux et politiques. Les paradigmes et les grilles de lecture ont été dominés par une approche occidentale qui ne semble pas pouvoir ni être lisible ni être audible par les populations autochtones. Serait-ce là le secret de la réussite des islamistes et autres populistes qui puisent dans le répertoire d'une culture proche des peuples ?

Quelles perspectives ?

Il est difficile de se hasarder aux spéculations pour la région : chaos libyen, retour du pouvoir militaire et répression en Egypte, guerre civile syrienne, attentats permanents au Liban, violence sanguinaire en Irak, poudrière au Yémen, transition vers la démocratie qui n'en finit pas au Maroc… Parmi les pays de ce qu'on appelle le « printemps des peuples », seule la Tunisie a évité de sombrer dans la violence (malgré les assassinats politiques). Néanmoins, de profondes divisions et son instable voisinage constituent une menace pour ce pays. Chaque pays constitue un cas spécifique, dans un cadre global où les enjeux restent toutefois, la convoitise et la guerre sans merci autour des richesses de la région et du potentiel du marché que constitue cette région. D'où la nécessité de revoir notre grille de lecture, nos objectifs, nos alliances, pour lutter pour la démocratie dans des conditions d'une grande adversité. Parmi les questions qui nous interpellent :

- Comment réaliser l'articulation entre la résistance et le projet alternatif ?
- Comment redéfinir l'équation entre le social et le politique. Comment contribuer à impulser un nouveau souffle aux partis politiques ?
- Comment poursuivre sur les avancées de Porto Alegre, des municipalités en Espagne, où s'articule une approche d'ancrage territorial liée aux préoccupations des populations et l'émergence de pouvoirs locaux ? Comment appuyer les initiatives au niveau local comme celles des jeunes contestataires d'Ifni (Maroc) ?
- Comment mettre en place des noyaux de débats stratégiques transnationaux, pour alimenter les débats pendant et entre les Forums et « décoloniser le savoir » (pour reprendre l'expression de Boaventura Sousa Santos) ?
- Comment redonner du dynamisme au mouvement international anti-guerre ?
- Comment faire converger des mouvements œuvrant sur des spécificités (droits humains, santé, logements, enfants, femmes) pour identifier les problèmes transversaux sur lesquels les rassembler ? Comment définir plus clairement la notion des « communs » pour renforcer l'approche politique et systémique, par exemple, dans le contexte de la lutte pour la justice climatique ?
- Comment renforcer les articulations régionales (au Maghreb notamment) ?

Alternative for the United States

Bhaskar Sunkara (Jacobin)

In order to figure out how best to do that, it's worth keeping a few things in mind. First, Trump doesn't have a mandate. That's not to say that he isn't dangerous — he has power. But that does mean that the political situation is very much up in the air.

There are huge opportunities for left advance, and we should be wary of thinking that we need to save the liberal center before we create the conditions for us to build a socialist left alternative. That doesn't mean that we should throw out the best aspects of liberalism, or vulgarize our politics into a crude populism. But it's key that even though the people in charge of the bourgeois state at any moment (then Obama, now Trump) are our main enemies, much of our political activity should be challenging (broadly conceived) the political center. By this, I don't mean individual liberals, but the centrist leadership of the Democratic Party at every layer, and the caste leading liberal reform groups in this country. Many of us thought that their combined efforts would be enough to defeat Trump — even though we know that it in the long run they would struggle to challenge Trumpism. It turns out that we were wrong: they could do neither. And while they are weak and on their heels, we need to make sure they're dislodged as much as possible from political leadership to prevent this from happening again.

They'll blame Russia, racism and sexism of white workers, Jill Stein, whomever. We have to say "no" and say clearly that Hillary Clinton, Joe Biden, Barack Obama, and the rest of the adherents to Third Way, centrist liberal politics are responsible for Donald Trump. If we don't make ground against the center then we'll be doomed to the continued rise of the populist right. We'll see the polarization of our politics increasingly between drawn between a respectable center — one committed to the marriage of social inclusion with neoliberal economics, a free press, supporting the CIA, and whatever else — and a somewhat erratic populist and seemingly "anti-establishment" right.

The movement and mobilization against Trump so far has been impressive. It absolutely must be a broad resistance. We need to win over individual liberals and we need to create a broader climate where liberal organizations at least rhetorically move left.

But unless we, within this broad front, offer up a consistent and foregrounded critique of the dominant policies of the Democratic mainstream and their allies, unless we inject that ideology into the movement, we're going to see a political rehabilitation of Clintonism.

We need to be clear that only a movement led and inspired from the left can challenge Trump — otherwise we're just going to elect a bunch of Democrats in 2018 and resurrect the worst experiences of the 2000s antiwar movement.

Bernie Sanders and the movement still around him in various forms is key to this effort. For years, many of us have posed a divide in the Democratic Party that seemingly existed only notionally: a gap between social-democratic demands at the base of the party and technocratic neoliberalism at the top of it. The Sanders campaign made that divide more real and tangible: it stirred a rabid opposition to Clinton and Clintonism among millions of people, many of them politicized for the first time. And more importantly, it presented an alternative politics.

I have no interests in using the limited time and resources of socialists in doing things like supporting Keith Ellison for DNC chair, and I don't think that the Democratic Party can be transformed into an effective vehicle of working-class politics. But I do believe that Sanders and others are engaged in a process that, at its best, creatively produces divisions and polarizations within the party that complement the activity that we're doing outside of it.

We have to judge the actions of Sanders Democrats concretely, not snipe at them from afar or say that they're wasting their time. I have no doubt that these forces will stand with us in social movements, in electoral efforts, in workplace actions.
The broad sketches of our politics in the Trump era are emerging. Socialists will continue to do their part building and working to be the leaders of social movements organized around social-democratic demands — not encouraging people to follow the lead of liberals and settle for "winnable" half measures, but intransigently fighting for what we want — to expand the base for our politics, while using elections as vehicles to communicate our ideas to millions. Both of these things will put us into direct conflict with centrist politics. That's exactly what we want.

At the moment, we can't build a party. Seth Ackerman's recent *Jacobin* piece offers an important account of the structural problems that would confront us in such an effort. Where practical, we should run as independents. But in certain circumstances, running in Democratic primaries makes sense. What's key is that these candidates run as open and committed socialists, with a clear and explicit platform, with their own network of funding and support that can hold them accountable. This is not about capturing the Democratic machine, it's about having the tactical flexibility to use whatever tools possible to advance working-class politics.

Our immediate step must be to continue building the majoritarian left alternative we saw emerge with the Sanders campaign, while pushing polarization and conflict — against Chuck Schumer (who should have to deal with protests when he tries to show up at anti-Trump rallies), against Hillary Clinton, against Cory Booker, against all of them — while also shielding against the reactionary policies of Trumpism.

Nuevo ciclo de conflictividad social en América Latina

Emilio Taddei (Grupo de Estudios sobre América Latina y el Caribe, Argentina)
(Extractos del texto publicando para Intercoll)

El despliegue de este ciclo iniciado en 2012 está estrechamente asociado a los efectos de la crisis económica en el mundo socio-laboral urbano y en otros ámbitos, pero en él también se proyectan y se anudan las luchas y los procesos de resistencia contra la ofensiva extractivista distintivos del período anterior (2008-2012). Este nuevo ciclo se nutre de conflictos que ocurren en países que no habían transitado el camino de ruptura con las políticas neoliberales en la década previa (comúnmente identificados con la referencia del "neoliberalismo de guerra"). Esto está reflejado en la redinamización de la protesta social en Chile donde tienen lugar las movilizaciones en defensa del carácter gratuito de la educación y contra el sistema privado de jubilaciones, en Colombia con los paros nacionales agrarios y populares y las luchas estudiantiles y también en México donde, en un contexto de militarización social extendida, tuvieron lugar resistencias contra la privatización petrolera, las luchas de maestros contra la reforma educativa, etc. El nuevo impulso de la dinámica reivindicativa no se limitó sin embargo a estos casos. También en los países identificados con las experiencias de "gobiernos progresistas" tuvieron y tienen lugar importantes reclamos, acciones y movilizaciones como en Argentina, Bolivia, Brasil, Ecuador y Uruguay. Las importantes y heterogéneas protestas en junio de 2013 en Brasil surgidas bajo el impulso del movimiento en favor del Pase libre son un emblemático ejemplo de esta realidad. Tanto en este país como en Argentina las políticas de ajuste y de concentración del ingreso implementadas a partir de 2016 por los nuevos gobiernos neoliberales provocaron un visible incremento de las disputas sociales. El marcado aumento de los conflictos en la Argentina durante los primeros meses del gobierno macrista está relacionado con un incremento no solo de las protestas sindicales (tanto en el sector público como en el privado), de trabajadores precarizados y de organizaciones de la economía y el asociativismo popular sino también con la difusión de alguno conflictos territoriales, de las protestas de organizaciones de mujeres, de movilizaciones y reclamos urbanos contra el aumento de tarifas, entre otros.

Al mismo tiempo que puntualizamos la inscripción regional de este nuevo ciclo de conflictividad es necesario también no pasar por alto el carácter heterogéneo y a veces disperso de las luchas y resistencias. Su temporalidad es compleja, no lineal, con acciones que a veces son convergentes o comunes pero también discontinuas y que presentan límites para su agregación. Son luchas que se despliegan en un contexto regional marcado por la adversidad. Esto permite entender su carácter defensivo, aunque esto no significa desconocer ciertas conquistas parciales y que contribuyen a un proceso de acumulación de fuerzas de más largo aliento. El desarrollo regional de estos conflictos expresa asimismo otra particularidad del período de transición regional: el embate y los logros

político-institucionales más recientes de las fuerzas conservadoras no estuvo precedido ni se tradujo en una derrota social ni en la desarticulación de la capacidad reivindicativa de las clases subalternas tal como ocurriera en los años ’90, situación que entonces allanó el camino a la implementación de las reformas estructurales neoliberales en esa década. Las posibilidades de consolidar y estabilizar durablemente un nuevo ciclo de gobernabilidad neoliberal regional resultan actualmente más inciertas y complejas que en el pasado. Las previsiones de crecimiento económico regional moderado para 2017 plantean también interrogantes sobre la capacidad sistémica de revertir la situación de estancamiento que nutre el descontento social. La agregación de estos factores puede también potenciar en algunos países las tensiones y disputas entre las diferentes fracciones y/o grupos de las clases dominantes, afectando a su vez la estabilización del régimen de dominación neoliberal (un ejemplo emblemático de las “disputas internas” en el seno del bloque dominante es la batalla entre el parlamento y el poder judicial en Brasil, expresión de la tendencia a la judicialización de las disputas políticas entre diferentes partidos, grupos y fracciones conservadoras). La referencia a estas dinámicas, en particular a los avances y reflujos de los procesos de resistencia social, contribuye a una apreciación más precisa del carácter conflictivo, en disputa y por lo tanto abierto del período de transición en Nuestra América. Por otra parte sirve para matizar los análisis que postulan de forma concluyente la clausura o el “fin de ciclo” de transformaciones en la región, limitando en muchos casos su mirada a la expresión gubernamental de estos procesos.

El ciclo de luchas regionales que interpelaron socialmente las políticas neoliberales y que desencadenaron luego un extendido proceso de crisis de legitimidad neoliberal a inicios del siglo XXI se acompañó de un lento pero firme proceso de enlazamiento de convergencias y solidaridades de movimientos sociales que renovó y actualizó las prácticas y arraigadas tradiciones internacionalistas de las organizaciones populares latinoamericanas. Estas prácticas de solidaridad y movilización continental recorren también las geografías latinoamericanas en el nuevo ciclo. Se trata de acciones que aún no desplegaron todo su potencial convergente y al igual que muchas de las luchas de resistencia nacionales asumen en algunos casos un carácter defensivo. A modo de ejemplo podemos mencionar distintas acciones e iniciativas que tuvieron lugar en 2016 como el Encuentro Internacional de los Pueblos “Berta Cáceres Vive” realizado en abril en Honduras; las acciones de denuncia promovidas nacionalmente por movimientos contra la represión contra los maestros mexicanos en Oaxaca, México en el mes de junio y las movilizaciones nacionales de solidaridad con el pueblo brasileño y en contra del golpe de estado en Brasil.

También las acciones de apoyo realizadas en diferentes países al proceso de paz en Colombia simultáneas con la Misión Internacional de Solidaridad con Colombia organizada por La Vía Campesina y la Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo (CLOC) y la campaña continental #NoAlGolpeEnVenezuela ante la llamada “toma de Caracas” organizada en septiembre por la oposición antichavista. En octubre bajo las consignas “Ni una menos”, "Vivas nos queremos" y "Basta de violencia machista" distintas manifestaciones de mujeres en Santiago de Chile, La Paz, Montevideo, San Pablo, Asunción, Bogotá y Lima acompañaron la masiva manifestación que coronó la realización del primer paro nacional de mujeres en la

Argentina para protestar contra el preocupante aumento de femicidios en este país. A fines de noviembre se realizó en La Habana, Cuba, el Encuentro Hemisférico en conmemoración de los diez años de la derrota del ALCA en el que participaron distintas organizaciones y movimientos para coordinar agendas para enfrentar las nuevas negociaciones sobre libre comercio, los tratados de inversión y a las empresas transnacionales. Por último y también en noviembre tuvo lugar la Jornada Continental por la Democracia y contra el neoliberalismo promovida por articulaciones de carácter continental como la Central Sindical de las Américas (CSA), CLOC/Vía Campesina, la Articulación Continental de los Movimientos Sociales del ALBA, Jubileo Sur, Amigos de la Tierra , entre otras, también en conmemoración de la derrota del ALCA, contra las "reformas estructurales" y la amenaza del Acuerdo transpacífico de Cooperación Económica (TPP, por sus siglas en inglés).

El andamiento de estas luchas plantea renovados desafíos al campo del pensamiento crítico y emancipatorio y a la acción transformadora de los movimientos populares. Se trata cuestiones que en tiempos recientes nutrieron los estimulantes debates del pensamiento crítico latinoamericano y que actualmente se resignifican bajo los efectos de las transformaciones estructurales en la última década. Nos referimos al lugar que ocupan los procesos de resistencia contra el despojo en la constitución de las subjetividades de las clases populares y al papel de las luchas contra la desposesión en la producción de formas comunitarias y solidarias de vida. Estos aspectos están por su parte estrechamente vinculados con la reflexión sobre las modalidades organizativas de los movimientos y con la construcción de programáticas y estrategias de descolonización de las formas estatales. También a la proyección regional de los procesos de resistencia contra el neoliberalismo (en especial a su significación en la reconstrucción de las experiencias de integración regional "por abajo"), contra la militarización, contra el autoritarismo, la xenofobia y las diferentes expresiones de "excepcionalidad", rasgo común característico a las políticas públicas de los nuevos gobiernos neoliberales.

Estas y otras cuestiones asoman en el horizonte de los caminos comunes que, plagados de escollos, transitan y edifican con espíritu rebelde las resistencias en Nuestra América. Estos asuntos configuran un terreno común de debate colectivo que es indispensable para el fortalecimiento de las fuerzas emancipatorias y de las perspectivas de transformación social. Debate que también es ineludible para una interpretación sin concesiones del momento histórico que atravesamos ya que, como señaló oportunamente Fidel Castro, "revolución es sentido del momento histórico".